

*Expansion des exportations—Loi*

Dans le cas du plafond des prêts aux sociétés, que le gouvernement propose de porter à 10 milliards, nous allons présenter un amendement qui en abaisse le montant à 6 milliards. Dans le cas des gouvernements, le bill prévoit pour les prêts un plafond de 2 milliards et demi, que nous allons proposer de ramener à 1 milliard et demi. En outre, nous allons proposer que le montant des autorisations d'assurance et de garantie soit ramené à 5 milliards. Cela donnera donc une réduction globale de plafond de 10 milliards. C'est énorme. C'est autant que les dépenses totales de l'État à l'époque où le gouvernement est arrivé au pouvoir, c'est autant que le déficit actuel. Et cela laisse un important pouvoir de dépense à cette société de la Couronne. Cependant il faut aux Canadiens l'assurance que cet argent soit dépensé compte tenu des intérêts à long terme du pays. L'assurance que, pour l'amour de quelques emplois aujourd'hui, on n'en sacrifiera pas beaucoup plus demain.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous voulons agir au mieux des intérêts du pays, avec le sens des responsabilités parlementaires traditionnelles. Comme nous avons su le faire pendant toute cette session, en essayant de dépanner le gouvernement, de lui éviter les conséquences de sa propre incompétence. Nous allons l'aider à sortir la Société pour l'expansion des exportations de ses difficultés actuelles. Mais cela ne règlera pas pour autant les problèmes beaucoup plus sérieux du rôle propre de la SEE. Ni ceux, beaucoup plus sérieux aussi, de l'absence de stratégie industrielle nationale, stratégie qui serait de nature à guider et à orienter les organismes publics et les entreprises privées car elles vont actuellement à l'aveuglette.

Ces changements ne vont intervenir que grâce à des élections qui permettront aux Canadiens de choisir entre un gouvernement qui ne peut que nous présenter des budgets semestriels et dépenser de l'argent maintenant pour mettre des Canadiens en chômage plus tard, et un nouveau gouvernement décidé à instaurer une stratégie industrielle nationale permettant de guider les sociétés de la Couronne ainsi que les entrepreneurs privés tout en restaurant un climat d'honnêteté et de retenue dans les activités de l'État.

**Des voix:** Bravo!

**M. Young:** Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition (M. Clark) me permettrait-il de lui poser une question?

**M. Clark:** Certainement, monsieur l'Orateur.

**M. Young:** Puisqu'il soutient que ces marchés conclus par la Société pour l'expansion des exportations avec les pays socialistes nuisent aux intérêts du Canada et se sont seulement soldés par l'ouverture d'usines à l'étranger, entraînant ainsi un risque de pertes d'emplois pour des Canadiens, le chef de l'opposition peut-il concilier ce point de vue avec le fait que je suis au courant d'un marché garanti par la SEE qui a permis d'aider un fabricant de camions canadien à construire une nouvelle usine créant ainsi plus de 100 emplois nouveaux?

**M. Clark:** Quelle est donc la question?

[M. Clark.]

**M. Paproski:** On ne vous a pas demandé de faire un discours.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Posez donc votre question.

**M. Young:** C'est bien là ma question et elle est précise.

Un autre marché conclu en Indonésie avec la garantie de la SEE a permis de redonner du travail à 200 Canadiens qui avaient été mis en chômage pendant trois mois.

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, de toute évidence, le député d'en face a besoin d'apprendre comment on pose des questions. S'il réchappe aux prochaines élections, il aura l'occasion de l'apprendre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** J'ai déclaré que le gouvernement du Canada, par le biais de la Société pour l'expansion des exportations, ne fait qu'aider le développement d'industries dans les pays du rideau de fer ainsi qu'ailleurs.

**M. Young:** Et chez nous aussi.

**M. Clark:** Si le député désire se lever pour prendre de nouveau la parole, qu'il le fasse. Il préfère cependant vitupérer ses vis-à-vis, ce qui est d'ailleurs caractéristique de l'attitude adoptée par le parti libéral tout au long de cette session du Parlement.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Puisque le député a posé une question que je suppose sérieuse, j'estime qu'il doit sans doute être intéressé à connaître mes craintes et celles de nombreux autres Canadiens. Actuellement, le gouvernement mobilise d'importantes sommes pour favoriser le développement industriel de pays dont le système économique est différent du nôtre et où l'État contrôle le niveau des salaires et maintient ceux-ci à un bas niveau. Comme le gouvernement subventionne la création dans ces pays d'industries qui concurrencent les nôtres, le Canada diminue considérablement ses chances d'être concurrentiel sur le marché mondial. En agissant de la sorte, il se peut fort bien qu'on contribue à accentuer la concurrence à laquelle doivent faire face les industries canadiennes. Une telle politique est susceptible de compromettre les emplois des Canadiens. La question à laquelle on est en droit d'exiger une réponse est la suivante: pourquoi le gouvernement devrait-il dépenser des sommes pour aider des pays étrangers à nous concurrencer au détriment des travailleurs canadiens?

**M. Young:** C'est justement pour créer de l'emploi chez nous.

**M. Clark:** Voilà le genre de questions que les députés de ce côté-ci de la Chambre ont sans cesse soulevées et que les porte-parole du gouvernement ont toujours pris soin d'éviter. C'est une question fondamentale. C'est pour cette raison que nous devons passer au crible les opérations de la Société pour l'expansion des exportations au Canada. Voilà le genre d'examen que nous réclamons, et le genre d'examen que nous proposerons après les prochaines élections. Entretemps, nous sommes disposés à aider le gouvernement à sortir de ce pétrin en haussant les plafonds.